



Conférence à Paris pour la Journée internationale contre la peine de mort

11 Octobre 2023

Maryam Radjavi : La bonne politique est de s'opposer à ce régime des exécutions, du terrorisme et de la guerre

Je remercie le CPID et son vice-président, Monsieur André Chassaing, pour cette invitation, et je vous remercie, Mesdames et Messieurs, pour votre présence à cette réunion en soutien au soulèvement du peuple iranien pour la liberté.

A l'occasion de la Journée internationale contre la peine de mort, je rends hommage aux 120.000 martyrs qui ont donné leur vie sur la voie de la liberté et la démocratie en Iran. En 1988, le régime a massacré 30.000 prisonniers politiques dont 90% étaient des membres de l'OMPI. Leur crime était d'avoir dit « NON » à la tyrannie religieuse. La journée mondiale contre la peine de mort, c'est l'humanité qui dit « non » aux mollahs.

Depuis de longues années ce régime détient le record du monde des exécutions. Selon le rapport du Secrétaire général de l'ONU : « 582 personnes ont été exécuté en 2022 en Iran. C'est une augmentation de 75%, en comparaison avec 2021 » . Cette année, le nombre des exécutions est encore plus important.

Dans son rapport cette année, Amnesty international a souligné que le régime iranien commet un crime permanent contre l'humanité et que plusieurs responsables, y compris Ebrahim Raïssi, doivent faire l'objet d'une enquête judiciaire.

En cette journée, je rends aussi hommage à mes compatriotes baloutches. Cette année, près de 130 Baloutches iraniens ont été pendus. Ainsi, les mollahs combattent le soulèvement avec des pendaisons. Mais la question est de savoir pourquoi la France et les autres démocraties européennes continuent la politique de complaisance avec ce régime d'exécutions ? Récemment, un réseau d'agents des mollahs a été dévoilé dans les milieux politiques et gouvernementaux aux Etats-Unis et en Europe. Et cela a fait la lumière sur les coulisses de la politique de complaisance. Ce réseau a une présence active, au plus haut niveau à Washington, ainsi qu'en Allemagne et en Suède, et sans aucun doute dans d'autres pays, comme la France.

Ces agents reçoivent leurs directives directement du régime.

Leur mission est d'influencer les gouvernements occidentaux pour :

- Justifier les positions et les demandes du régime sur son programme nucléaire.
- Empêcher de nouvelles sanctions.
- Empêcher de mettre les Gardiens de la révolution sur la liste noire.
- Placer d'autres agents à des postes gouvernementaux ou d'experts en Occident.

Ils diffusent ce grand mensonge que l'OMPI et le CNRI n'ont pas de soutiens en Iran et ne sont pas l'alternative. Comme nous l'avons souvent dénoncé, ces révélations démontrent que :

- Les grandes lignes de la politique de complaisance sont dictées par le régime des mollahs.
- Les mensonges pour justifier la complaisance, sont fabriqués par des ministères à Téhéran et les gardiens de la révolution.

C'est pourquoi, en raison de cette expérience importante, on attend de la France une initiative pour débarrasser son territoire et l'Europe des agents du régime.

Il est temps de réviser la politique européenne.

Premièrement : la décision de la troïka européenne de maintenir les sanctions liées aux missiles du régime, est un pas positif. Mais il ne faut pas oublier d'activer le mécanisme de déclenchement et les six résolutions du Conseil de sécurité de l'ONU sur le projet nucléaire du régime.

Deuxièmement : En renforçant le système des sanctions, il faut empêcher l'entrée du régime dans les marchés et les universités d'Europe pour produire des armes et des outils de répression.

Troisièmement : j'appelle l'Assemblée nationale à placer, comme le Parlement européen et certains parlements en Europe, le Corps des pasdarans sur la liste du terrorisme.

Le monde doit s'opposer au bellicisme des mollahs. L'utilisation de la question palestinienne est une tactique démagogique bien connue de ce régime.

Aujourd'hui, Khamenei et Raïssi veulent transformer le soulèvement et la guerre du peuple iranien contre le fascisme religieux, en un conflit entre juifs et musulmans. Ils cherchent un bouclier et un prétexte pour contenir le soulèvement et rester au pouvoir.

La seule voie pour obtenir la paix au Moyen-Orient et la fin de la guerre et du terrorisme, c'est le renversement du fascisme religieux en Iran.

Une politique correcte est de s'opposer au régime des mollahs qui est la source principale du terrorisme et du bellicisme.

La guerre de huit ans contre l'Irak avec le slogan « la conquête de Jérusalem en passant par Kerbala », a fait du côté iranien un million de morts, deux millions de blessés et de mutilés, quatre millions de sans-abris et mille milliard de dollars de dégâts matériels. Et tout ceci en plus des exécutions quotidiennes, en particulier des Moudjahidine du peuple.

Khomeiny s'est servi de la guerre pour couvrir la répression et conserver son régime, et l'a qualifiée de « don de Dieu ».

Quand, après la conquête de la ville iranienne de Mehran par l'Armée de libération nationale iranienne, Khomeiny a été contraint d'avalier le poison du cessez-le-feu, il a déclenché le massacre des prisonniers politiques à travers tout l'Iran et a lancé une fatwa ordonnant que chaque Moudjahidine du peuple restant fidèle à ses convictions devait être exécuté.

Khamenei a dit ouvertement que si ses forces ne combattaient pas à Gaza, au Liban, en Syrie, en Irak ou au Yémen, elle devrait le faire à Kermanschah, Hamedan, Ispahan, Téhéran et dans le Khorassan contre le peuple révolté et les jeunes insurgés.

Khamenei compte sur l'inaction de l'Europe et des Etats-Unis pour son bellicisme et les exécutions. Le massacre des innocents et des civils alimente le fascisme religieux en Iran et sert de bouclier pour contenir le soulèvement et éviter le renversement de son régime. Pour obtenir la paix et la liberté, il faut couper la tête du serpent à Téhéran.

Un grand mensonge est de nier la capacité de la résistance et du soulèvement populaire à renverser le régime en Iran. Malgré la répression sévère, le soulèvement et le rôle spécifique de l'OMPI et des unités de résistance ont démontré la force de la société iranienne pour mettre fin à ce régime. Les événements se dirigent vers le renversement de la tyrannie et les mollahs ne peuvent pas l'arrêter.

Nous n'avons jamais demandé aux gouvernements occidentaux de changer le régime à la place du peuple iranien. Nous leur demandons d'arrêter l'aide diplomatique et logistique à cette dictature religieuse, comme le souligne la déclaration de 400 députés et sénateurs français.

Tout comme il est nécessaire de garantir les droits fondamentaux des habitants d'Achraf-3 en Albanie, comme la liberté d'expression et de réunion, des droits inscrits dans la convention de Genève de 1951, la Convention européenne des droits de l'homme et la loi internationale.

Aujourd'hui, le monde ne doute plus de l'instabilité de la dictature religieuse et se pose des questions sur l'après régime.

La Résistance iranienne reste attachée à son programme fondé sur les libertés fondamentales, les élections libres, l'abolition de la peine de mort, l'égalité entre les femmes et les hommes et la participation égale des femmes à la direction politique, une justice indépendante, l'autonomie des minorités nationales, la protection de l'environnement un Iran non nucléaire, la paix, la coexistence pacifique et la coopération régionale et internationale.

J'appelle l'Assemblée nationale et le monde entier à reconnaître le combat du peuple iranien pour renverser la tyrannie religieuse.

Je vous remercie.